

# Le piège de la croissance zombie

Par [Eloi Laurent, Economiste](#) —

Sur les chantiers STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), le 18 février 2016. Photo Jean-Sébastien Evrard. AFP

## **L'économiste Eloi Laurent, enseignant à Sciences-Po et à Stanford, estime qu'il est nécessaire de dépasser la croissance comme projet social, et de favoriser le bien-être, la résilience et la soutenabilité.**

- Le piège de la croissance zombie

De tous les débats de fond dont les inépuisables turpitudes du candidat de Les Républicains nous auront privés dans cette campagne, l'abandon de la croissance économique comme horizon collectif est un des plus urgents. Autant la fin du travail paraît à la fois peu vraisemblable et peu désirable, autant le dépassement de la croissance, déjà engagé (notamment en Chine), doit être mené à son terme. Mais il importe à cet égard de lever une ambiguïté majeure. La question n'est pas de savoir si la croissance économique est temporairement épuisée et l'enjeu n'est pas d'explorer les voies de son souhaitable retour. Il convient de reconnaître que, même si la croissance économique revenait, elle ne se traduirait ni par le bien-être des personnes ni par la soutenabilité des économies et des sociétés humaines. Autrement dit, quel que soit son niveau au cours des prochaines années, la croissance est bel et bien épuisée en tant que projet social.

Deux lignes d'analyse se dessinent donc dans le débat public : la première reconnaît l'épuisement de substance actuel de la croissance économique mais réfute son épuisement de sens et propose en conséquence de la stimuler pour la restaurer ; la seconde souligne à la fois l'épuisement de substance et de sens de la croissance économique, et propose en conséquence de l'abandonner pour lui substituer de nouveaux horizons communs.

La première position doit être prise d'autant plus au sérieux qu'elle est encore largement majoritaire parmi les économistes et les décideurs politiques. On peut distinguer cinq stratégies de «retour à la croissance», de la plus conjoncturelle à la plus structurelle, de la moins nocive à la plus toxique.

### **Court-termisme**

La première, la croissance keynésienne, consiste à utiliser les outils de stimulation macroéconomique monétaires mais surtout budgétaires pour relancer la demande au mépris des enjeux environnementaux. On bute ici sur la contradiction fondamentale du keynésianisme au XXI<sup>e</sup> siècle entre court et long termes. Keynes écrivait en 1936 : «*Le long terme est un mauvais guide pour les affaires courantes. A long terme, nous sommes tous morts.*» Mais à l'âge des crises écologiques dont Keynes n'avait aucune conscience ni intuition, c'est le court terme qui est devenu, en vérité, une

mauvaise boussole des affaires courantes.

La deuxième stratégie consiste à miser sur une nouvelle vague technologique censée revitaliser la productivité des facteurs. La robotique, entre autres, joue aujourd'hui le même rôle que les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les années 90 : beaucoup pensent qu'une fois cette nouvelle vague d'innovation diffusée dans les appareils de production, elle engendrera un nouveau cycle de croissance économique. Mais les perspectives radieuses de cette croissance mécanique sont assombries par ses effets potentiellement destructeurs sur l'emploi.

La troisième stratégie, la croissance par les inégalités, insiste sur la nécessité d'engager de profondes «réformes structurelles» du modèle social (flexibilité du marché du travail, baisse des impôts des entreprises, recul de l'Etat-providence, abaissement des droits sociaux, etc., mais aussi libéralisation financière au nom de «l'économie du ruissellement»). Les gouvernements européens imposent brutalement ces mesures pourtant massivement rejetées par les populations, comme on l'a vu en France avec la loi travail, au nom de leurs bienfaits parfaitement douteux. L'aggravation des injustices sociales qui en résulte est en revanche parfaitement claire.

Quatrième stratégie, il est proposé de modifier le périmètre, non pas seulement de la sphère de l'intervention publique, mais de la sphère économique elle-même en exploitant l'activité sociale non marchande. Ce qui est parfois désigné sous le nom «d'ubérisation» de l'économie consiste ainsi en une croissance par la monétarisation des activités gratuites, la mobilisation du capital non marchand et, de manière générale, l'extension de la sphère marchande mercantile sur la sphère privée (temps de loisirs remplacé par du temps de travail, véhicule privé transformé en véhicule professionnel, logement privé transformé en résidence commerciale, conseils d'ami mués en recommandations d'achat, etc.). L'économie numérique est aujourd'hui ainsi présentée comme une source d'innovation, censée relancer la productivité, et donc la croissance. En réalité, les entreprises du secteur «tech» ne reposent que marginalement sur des innovations technologiques et n'en génèrent que peu ou pas du tout : elles s'appuient surtout sur des innovations financières et fiscales qui leur permettent notamment d'échapper largement à l'impôt qu'elles doivent. Il s'agit donc d'un nouveau régime économique, que l'on peut nommer «capitalisme du passager clandestin», dont l'utilité proprement économique sociale apparaît faible, voire négative, la croissance espérée résidant en une extension de la sphère marchande sur le domaine public et la vie privée, et non pas en une intensification de l'innovation. C'est la croissance cannibale.

Enfin, cinquième et dernière stratégie, ce que l'on désigne sous le nom de croissance verte, qui consiste à rentabiliser la contrainte écologique pour en tirer un profit maximal et instrumentaliser les écosystèmes en les marchandisant et en les monétarisant. Il s'agit d'une croissance extractive à courte vue, bien illustrée par la problématique d'exploitation du gaz et des huiles de schiste dont les maigres bénéfices s'estompent aussi vite qu'émergent leurs dommages collatéraux durables (pollution de l'eau, défiguration des paysages, tremblements de terre, etc.).

## **Culte aveugle de la discipline**

Les Etats-Unis d'aujourd'hui constituent sans doute l'illustration la plus parlante de l'échec patent et nuisible de ces cinq stratégies de relance de la croissance. Le pays les a en effet toutes pratiquées à des degrés divers au cours des quinze dernières années. Le résultat est sans appel : le pays connaît depuis quinze ans le plus faible taux de croissance cumulé de son histoire, tandis que se dégradent inexorablement les inégalités, la santé, l'éducation, la démocratie et les écosystèmes. La croissance

ressuscitée est en réalité une croissance zombie qui dévore la prospérité au lieu de la revitaliser. La ravageuse élection de Donald Trump peut être comprise comme le symptôme de ce grand malaise américain que la nouvelle administration va, pour un temps et non sans résistance, encore aggraver dans une fuite en avant. Mais l'Union européenne n'est pas en reste, elle qui enferme ses Etats membres dans des critères budgétaires de convergence qui sont en réalité des critères de croissance, puisque tous définis en pourcentage du PIB. Résultat : ni croissance ni convergence, mais un piège politique redoutable pour les responsables politiques du continent, condamnés à décevoir perpétuellement leurs électeurs en promettant une croissance qui se refuse obstinément à eux tandis que disparaît progressivement l'esprit de coopération, victime du culte aveugle de la discipline.

La source de la prospérité humaine sur la planète n'est pas et n'a jamais été la croissance économique. La source de la prospérité humaine est la coopération sociale. Il est grand temps de la valoriser en favorisant ce qui compte vraiment : le bien-être, la résilience et la soutenabilité.

Eloi Laurent vient de faire paraître *Notre Bonne Fortune : repenser la prospérité*, PUF, 96 pp, 12 €.